

Point à l'ordre du jour

Résumé

La politique 1.12 – Attributions du Comité technique d'allocation des ressources (CTAR) – fut approuvée à titre de nouvelle politique par le Conseil de gouvernance en mai 2020 afin de donner effet à la création de ce Comité du conseil qui fait partie du nouvel organigramme de gouvernance.

Cependant, une fois tous les autres comités du CA mis en place, il apparut que les attributions du CTAR étaient légèrement différentes de celles initialement prévues, certaines de ses responsabilités et tâches étant déjà assumées par d'autres comités tels que le C-FAR à qui incombe entre autres l'allocation des fonds aux différents Flux de financement.

Dans ce contexte, lors de leur première réunion en mars 2021, les membres du CTAR, en concertation avec le Directeur général et le Directeur financier, révisèrent leurs attributions afin de mieux les aligner sur leur mandat actuel.

Les changements qu'ils proposent sont indiqués clairement grâce au suivi des modifications et se trouvent principalement à la section 3 de la politique 1.12 (*Principales responsabilités et tâches du Comité*). Quelques clarifications ont également été ajoutées à la section 5 afin de préciser la durée pendant laquelle les membres peuvent siéger au comité.

Action requise

Le CA **d'examiner et d'approuver** la politique révisée.

Politique 1.12

Comité technique d'allocation des ressources (CTAR) - Attributions

1. Introduction

- 1.1. L'IPPF est une œuvre de bienfaisance enregistrée au Royaume-Uni et une Fédération mondiale regroupant 132 associations membres nationales œuvrant dans 164 pays dans le monde. C'est une organisation de la société civile de premier plan travaillant sur les questions de santé et de droits sexuels et reproductifs. Le secrétariat de l'IPPF comprend un Bureau central à Londres et des Bureaux régionaux à New York, Bruxelles, Tunis, Nairobi, Kuala Lumpur et Bangkok.
- 1.2. La structure de gouvernance de l'IPPF a été réformée en 2020. La plus haute autorité de cette nouvelle structure est l'Assemblée générale des associations membres de l'IPPF qui se réunit tous les trois ans. Le Conseil d'administration gère le secrétariat de l'IPPF et donne un leadership à la Fédération. Le Conseil est appuyé par un système de Comités, certains Comités ayant des pouvoirs délégués et d'autres conseillant le Conseil d'administration. Le Comité des nominations et de la gouvernance rend ses comptes directement à l'Assemblée générale.
- 1.3. La mission essentielle de l'IPPF est de diriger un mouvement de la société civile « géré localement et présent mondialement » qui dispense directement et indirectement des services et défend la santé et les droits sexuels et reproductifs pour tous, en particulier les mal-desservis. Le Conseil d'administration (le Conseil ou le CA) et l'Assemblée générale (AG) assurent la surveillance de cet objectif stratégique.

2. Fonction et objectif

Relevant du Conseil d'administration, le Comité technique d'allocation des ressources est un Comité d'experts qui fait des recommandations au Conseil sur les questions relatives à l'allocation des ressources non restreintes dans la Fédération. Le Comité opère à un niveau stratégique, apportant une surveillance et formulant des recommandations de décisions dans le périmètre défini de l'actuel modèle d'allocation des ressources.

3. Principales responsabilités et tâches du Comité

Le Comité a les fonctions et responsabilités suivantes :

~~3.3 Recommander au Conseil d'administration les pourcentages d'allocation à chacun des différents Flux de financement existant dans le modèle actuel d'allocation des ressources~~

~~3.4 Recommander des allocations financières au Secrétariat sur la base du budget et du plan de travail du Secrétariat, en tenant dûment compte des recommandations de l'équipe externe de revue technique, y compris tout processus itératif qui pourrait être proposé.~~

~~3-5-3.3 Assurer la surveillance de toute évaluation ou d'examen du modèle de financement afin de garantir l'utilisation juste et correcte des fonds en conformité avec le modèle approuvé.~~

~~3-6-3.4 Fixer des priorités stratégiques sur la base des recommandations du Secrétariat pour le financement du Flux 2, ou de tout autre Flux où ceci est applicable, en conformité avec la formule approuvée dans l'allocation actuelle des ressources.~~

2-13.1 Assurer la surveillance de la mise en œuvre du modèle de financement de l'allocation des ressources pour le Flux 1.

Soit une surveillance :

3.1.13.1.1 du processus suivi pour la mise en œuvre du nouveau modèle de financement de l'allocation des ressources

model;

3.1.2 de la qualité du portefeuille de business cases (ou analyses de rentabilisation) de l'IPPF soumises par les Associations membres ;

3.1.3 des conclusions des résultats du nouveau modèle de financement de l'allocation des ressources.

3.2 Faire des recommandations pour les prochaines étapes de la mise en place de la formule d'allocation des ressources pour les subventions du Flux 1 aux AM.

3.3 Faire des recommandations, le cas échéant, sur toute modification à apporter au modèle de financement.

3.4 Faire des recommandations sur la mise en place d'un mécanisme et d'un processus de transition pour la mise en place du modèle de financement pour la période de trois ans 2023-25.

3.4.

3.4.1 Le Comité est composé de 7 membres au maximum, dont au moins 50% de femmes et au moins 20% de jeunes de moins de 25 ans au moment de leur nomination.

3.4.2 Une majorité des membres sont issus des Associations membres.

3.4.3 Une attention particulière sera accordée à la diversité géographique et aux Associations membres, tant les plus petites que les plus grandes, émanant de différents contextes nationaux.

3.4.4 Les membres du Comité remplissent les conditions minimales d'expertise, de compétences et d'expérience selon les critères établis. La majorité d'entre eux ont une expérience de l'allocation des ressources et du financement.

3.4.5 Siègent au Comité au moins un, et au maximum deux, membres du Conseil d'administration. Ils/elles sont nommé-e-s par le/la Président-e du Conseil et approuvé-e par le Conseil.

3.4.6 Les membres du Comité, autres que celles/ceux siégeant en leur qualité d'administratrices, sont sélectionnés par le Comité des nominations et de la gouvernance.

3.4.7 Des sept membres, deux au maximum sont des membres externes. Les membres externes - qui sont donc externes aux AM - sont sélectionnés par le Comité des nominations et de la gouvernance sur des critères de compétences spécifiques, tel qu'exprimés par le/la Président-e du Comité en question. Les membres externes effectuent au maximum un seul mandat.

3.4.8 Aucun-e employé-e du Secrétariat ou d'une Association membre de l'IPPF ou d'un Partenaire de collaboration ne peut siéger au Comité.

3.4.9 Tous les trois ans, au moins deux membres (2/7) de ce comité quittent le comité afin de permettre à de nouveaux membres de rejoindre le CTAR qu'ils soient ou non membres internes ou externes (voir aussi 5.3).

4.5.

4.5.1 Les membres du Comité sont nommés pour un mandat pouvant aller jusqu'à trois ans. Les membres issus d'AM peuvent effectuer un second mandat. Après avoir rempli deux mandats, aucun membre du Comité ne peut se présenter de nouveau. ~~(f) Les membres externes n'exercent qu'un seul mandat.~~

4-25.2 Les membres du Comité doivent répondre aux critères suivants afin d'être reconduits : participation régulière aux réunions, participation et contributions de valeur pendant les réunions et contribution en tant qu'ambassadeur de l'IPPF. Ces critères constituent la base d'un processus d'évaluation annuel. **Le Comité des nominations et de la gouvernance surveille l'examen de la performance du Conseil et des comités du Conseil.**

4-35.3 Les mandats des membres sont échelonnés afin de préserver la continuité de la connaissance organisationnelle et de l'expertise au sein du Comité. Le Conseil d'administration peut déterminer l'ordre de la rotation des membres.

5-6.

5-46.1 Le/la Président-e du Comité est membre du Conseil d'administration.

5-26.2 Il/elle est nommé-e par le Conseil d'administration.

5-36.3 Le/la Président-e dirige le Comité afin de lui permettre de réaliser son objectif, préside les réunions du Comité en veillant à ce que les affaires soient traitées, les décisions prises et dûment consignées dans un procès-verbal et la mise en œuvre des décisions clairement assignée et surveillée.

5-46.4 Le/la Président-e rend compte au Conseil des délibérations et des décisions du Comité.

6-7.

6-47.1 Le Comité se réunit au moins trois fois par an et suit un ordre du jour formel qui aura été communiqué avant la réunion

6-27.2 Les réunions de ce Comité peuvent se tenir en personne (pas plus d'une fois par an) ou par des moyens électroniques appropriés approuvés par le Conseil et permettant à tou-te-s les participant-e-s de communiquer avec tou-te-s les autres participant-e-s.

6-37.3 Une simple majorité des membres du Comité présents en personne ou par moyens électroniques constitue un quorum.

6-47.4 Toutes les réunions sont présidées par le/la Président-e du Comité. Si ce dernier ou cette dernière ne peut assister à la réunion, il est attendu de celui/celle-ci qu'il/elle nomme un autre membre pour présider la réunion.

6-57.5 Les questions soulevées lors des réunions du Comité sont décidées par la majorité simple des voix émises, sauf disposition contraire de la loi de 1977, des Règlements ou des Règlements de procédure de l'IPPF. Chaque membre du Comité dispose d'une voix. En cas d'égalité des voix, le/la Président-e de la réunion a voix prépondérante.

6-67.6 Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil, à l'exception de toute information à caractère personnel, peuvent être consultés par les Associations membres et toute autre personne autorisée par le Comité ou le Conseil d'administration.

6-77.7 Le Comité peut, à la majorité simple, prendre des décisions entre ses réunions régulières par quelque moyen que ce soit (y compris par voie électronique).

7-8.

Ces attributions doivent être revues et actualisées jour régulièrement conformément à la politique générale.

As adopted by Governing Council, May 2020, revised in January 2021

Proposée à fins d'amendements au Conseil d'administration de l'IPPF, juin 2021.

Formatted: Highlight